



Infomat

N° 11-002-XIF au catalogue (English 11-002-XIE) ISSN 1209-0875

Revue hebdomadaire

Le vendredi 16 juin 2000

APERÇU

◆ La croissance de l'emploi à temps plein reprend son élan

L'emploi à temps plein s'est accru de 38 000 en mai, ce qui a plus que contrebalancé la baisse d'avril. L'emploi à temps partiel a peu changé. La croissance de l'emploi à temps plein a fait baisser le taux de chômage à 6,6 %, son plus bas niveau depuis mars 1976.

◆ L'expansion économique fait grimper les bénéfices d'exploitation des entreprises

Les sociétés canadiennes ont continué de profiter de l'expansion économique amorcée il y a un an et demi. Les bénéfices d'exploitation ont bondi de 12,3 % par rapport au quatrième trimestre de 1999, atteignant un niveau record de 53,3 milliards de dollars au premier trimestre.

◆ Le taux d'utilisation de la capacité industrielle atteint un nouveau sommet

Profitant d'une flambée des exportations et de la robustesse de la demande intérieure, les usines ont fonctionné à 87,6 % de leur capacité au premier trimestre, un taux qui ne s'était pas vu depuis le milieu des années 1960.

◆ Le secteur résidentiel fait fléchir la valeur des permis de construction

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a régressé de 8,9 % pour descendre à 2,9 milliards de dollars en avril, sous l'effet d'un net repli des projets de construction résidentielle.

◆ Transport urbain : les recettes augmentent plus fortement que le nombre d'usagers

De 1995 à 1999, la hausse des recettes des sociétés de transport urbain au Canada a représenté trois fois la croissance du nombre d'usagers. Ainsi, les recettes annuelles ont augmenté de 4,5 % par année, par rapport à 1,4 % pour ce qui est du nombre de voyageurs transportés.

◆ Écart des tarifs aériens moyens entre les villes de l'est et de l'ouest du pays

De 1994 à 1998, les tarifs aériens moyens intérieurs ont diminué dans les villes de l'Ouest canadien, alors qu'ils ont augmenté dans les villes de l'Est. La proportion des passagers de la classe affaires était également plus importante dans les villes de l'Est.

La croissance de l'emploi à temps plein reprend son élan

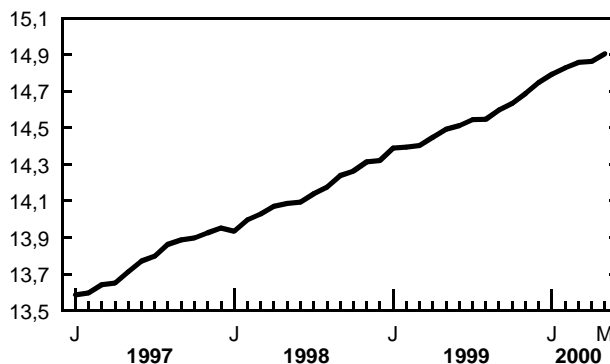
Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 38 000 en mai, ce qui a plus que contrebalancé la baisse d'avril. Le nombre d'emplois à temps partiel a peu changé. Dans l'ensemble, cela a fait en sorte que l'emploi a repris sa tendance à la hausse, portant la croissance totale à 413 000 (+ 2,8 %) de mai 1999 à mai 2000. La croissance de l'emploi en mai a fait baisser le taux de chômage de 0,2 point, qui est descendu à 6,6 %, son plus bas niveau depuis mars 1976.

En mai, la croissance de l'emploi était concentrée chez les hommes adultes (âgés de 25 ans et plus) et chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans). Dans le cas des hommes adultes, le nombre d'emplois à temps plein s'est redressé de 31 000 après la baisse d'avril, de sorte que la tendance à la hausse de l'emploi s'est poursuivie. Par rapport à mai 1999, l'accroissement total s'est établi à 158 000 (+ 2,4 %) chez les hommes adultes. La plus grande part de cette croissance s'est produite dans l'emploi à temps plein. Le taux de chômage des hommes adultes est descendu à 5,5 % en mai.

Chez les jeunes, 13 000 emplois ont été créés, principalement des emplois à temps plein. Comme le marché du travail s'est amélioré depuis deux ans pour les jeunes, la croissance de l'emploi a totalisé 91 000 (+ 4,2 %) depuis mai 1999 et était surtout concentrée dans l'emploi à temps plein (+ 68 000). D'avril à mai, le taux de chômage des jeunes a diminué de 0,4 point pour s'établir à 12,5 %.

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

... La croissance de l'emploi à temps plein reprend son élan

Le marché des emplois d'été a débuté la saison sur une note positive. Parmi les étudiants âgés de 20 à 24 ans, 58,0 % d'entre eux avaient un emploi en mai, en légère hausse de 1,6 point par rapport à mai 1999. Ils occupaient en grande partie des emplois à temps plein. Ainsi, 50,6 % avaient un emploi à temps plein, comparativement à 45,7 % en mai 1999. Le taux de chômage de ce groupe d'étudiants était de 15,7 %, en légère baisse de 1,4 point par rapport à mai 1999.

Seul le secteur privé a enregistré une hausse de l'emploi en mai, ce qui s'inscrit dans la tendance à la hausse amorcée il y a environ trois ans. Le nombre de salariés a augmenté de 32 000 et celui des travailleurs indépendants, de 30 000. Cette hausse du nombre de travailleurs indépendants a compensé en partie la forte baisse d'avril et a ramené ainsi l'emploi dans cette catégorie à peu près au même niveau qu'en novembre 1999. Dans le secteur public, le nombre d'emplois a fléchi de 21 000 en mai.

L'emploi s'est accru tant dans le secteur des services (+ 28 000) que dans le secteur de la production de biens (+ 14 000). Du côté du secteur des services, le nombre d'emplois s'est accru de 22 000 dans la branche des services d'information, de la culture et des loisirs, après avoir été stable au cours des 11 mois précédents. Dans la branche des services professionnels, scientifiques et techniques, 19 000 emplois se sont ajoutés, ce qui porte la croissance depuis mai 1999 à 39 000 (+ 4,3 %). Le nombre d'emplois a aussi progressé de 19 000 dans les soins de santé et l'aide sociale. Une poussée récente dans cette branche porte les hausses à 110 000 (+ 7,7 %) depuis mai 1999. Dans la branche du commerce, le nombre d'emplois a progressé de 14 000, poursuivant la tendance à la hausse observée depuis le début de 1998.

Dans le secteur de la production des biens, le nombre d'emplois a augmenté de 6 000 dans les ressources naturelles. Depuis août 1999, l'emploi dans cette branche s'est amélioré, la croissance atteignant 34 000 (+ 13,0 %). Dans la branche de la fabrication, il y a eu 7 000 emplois de plus en mai, une hausse qui s'inscrit dans la tendance à la hausse des trois dernières années. Depuis mai 1999, le nombre d'emplois s'y est accru de 91 000 (+ 4,1 %), enregistrant les hausses les plus fortes dans la fabrication de produits du bois, de produits en métal et de véhicules automobiles et de pièces ainsi que d'ordinateurs et de produits électroniques.

Parmi les provinces, on a observé des hausses de l'emploi au Québec et en Colombie-Britannique. L'emploi s'est accru de 17 000 au Québec, surtout chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans. Cette

Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En mars (le plus récent mois de données disponibles), le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi a diminué de 1,7 % pour s'établir à 471 430. Toutes les provinces et les territoires, à l'exception des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, ont enregistré un recul par rapport à février. Le Yukon (-9,3 %) et la Nouvelle-Écosse (-3,8 %) ont subi les diminutions les plus marquées. En Colombie-Britannique et en Alberta, le nombre de bénéficiaires a poursuivi sa tendance à la baisse qui a débuté au milieu de 1999. Par rapport à mars 1999, le nombre de bénéficiaires ordinaires a fléchi de 8,5 % à l'échelle nationale. De février à mars, le montant des prestations ordinaires versé a diminué de 4,6 % pour se chiffrer à 615,3 millions de dollars. Quant au nombre de demandes reçues, il a chuté de 4,1 % au cours de cette période pour s'établir à 214 100. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

augmentation porte à 110 000 (+ 3,3 %) la croissance de l'emploi depuis mai 1999 dans la province, qui a eu lieu en grande partie dans la deuxième moitié de 1999. La branche de l'information, de la culture et des loisirs, celle du commerce ainsi que celle du transport et l'entreposage ont enregistré les hausses les plus fortes.

En Colombie-Britannique, l'emploi a progressé de 16 000 en mai, ce qui porte l'augmentation à 49 000 (+ 2,6 %) depuis octobre, mois où le marché du travail a pris de la vigueur dans cette province. Les hommes âgés de 25 ans et plus et les jeunes ont profité de la hausse de l'emploi en mai. Les plus fortes augmentations ont été observées dans les branches de l'hébergement et de la restauration, de l'information, de la culture et des loisirs ainsi que dans les ressources naturelles. Malgré la progression de l'emploi en mai, le taux de chômage n'a diminué que faiblement en raison d'une augmentation de l'activité.

Le bulletin *Information population active* (version imprimée : 71-001-PPB, 11 \$/103 \$; version sur Internet : 71-001-PIB, 8 \$/78 \$), pour la semaine se terminant le 20 mai 2000, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jacques Ouellet au (613) 951-4168 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Enquête sur la population active, mai 2000

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	15 961,5	0,1	14 904,9	0,3	1 056,6	6,6
Terre-Neuve	247,0	-0,2	207,3	0,6	39,7	16,1
Île-du-Prince-Édouard	73,3	-1,3	65,6	-0,2	7,7	10,5
Nouvelle-Écosse	457,7	-0,9	420,3	-0,6	37,5	8,2
Nouveau-Brunswick	369,2	-0,8	331,4	-0,5	37,8	10,2
Québec	3 775,0	0,3	3 452,5	0,5	322,5	8,5
Ontario	6 176,9	0,1	5 838,7	0,1	338,2	5,5
Manitoba	581,3	-0,7	554,5	-0,3	26,8	4,6
Saskatchewan	515,6	0,6	489,9	0,4	25,7	5,0
Alberta	1 670,3	0,1	1 591,1	0,5	79,2	4,7
Colombie-Britannique	2 095,1	0,7	1 953,6	0,8	141,5	6,8

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

L'expansion économique fait grimper les bénéfices d'exploitation des entreprises

Les sociétés canadiennes ont continué de récolter les retombées positives de l'expansion économique amorcée il y a un an et demi. Les bénéfices d'exploitation ont fait un bond de 12,3 % par rapport au quatrième trimestre de 1999, atteignant un niveau record de 53,3 milliards de dollars au premier trimestre. La progression des bénéfices des sociétés se poursuit depuis six trimestres et représente une croissance cumulative de 56,4 % depuis le troisième trimestre de 1998.

Les sociétés non financières ont vu leurs bénéfices d'exploitation augmenter de 9,2 % au premier trimestre, grâce à des percées remarquables dans la fabrication et les combustibles minéraux. Les bénéfices des fabricants ont totalisé 14,2 milliards de dollars, en hausse de 11,0 % par rapport au quatrième trimestre. Dans le cas des fabricants de produits du bois et du papier, leurs bénéfices ont monté de 45,9 % et atteint 2,2 milliards de dollars, compte tenu de la vigueur des marchés canadien et américain du logement ainsi que de la stabilité de la demande de pâte et d'un raffermissement des prix. Cependant, les marchés du papier journal sont demeurés faibles.

Les fabricants de matériel électronique et informatique ont vu leurs bénéfices s'accroître de 14,4 % et atteindre 1,4 milliard de dollars. La demande intérieure et étrangère de matériel de télécommunications et d'autre matériel de technologie de pointe a été forte, propulsant les recettes d'exploitation à un niveau record de 10,1 milliards de dollars (+ 14,3 %). Du côté de la fabrication de produits chimiques, de plastiques et de caoutchouc, les bénéfices ont progressé de 23,1 %, atteignant 1,7 milliard de dollars. Dans cette branche, les recettes et les bénéfices n'ont pas cessé de progresser depuis un an, à la faveur d'une amélioration des conditions du marché.

Les bénéfices d'exploitation des fabricants de produits du pétrole et du charbon ont été de 1,1 milliard de dollars, en hausse de 1,3 %. La montée en flèche du prix mondial du pétrole brut a propulsé les recettes d'exploitation de 16,0 % jusqu'à un sommet inégalé de 11,7 milliards de dollars. La hausse du prix du pétrole brut a fait augmenter les bénéfices de la branche des combustibles minéraux,

Statistiques financières des entreprises

Données désaisonnalisées

	1 ^{er} trim. de 1999 ^r	4 ^e trim. de 1999 ^r	1 ^{er} trim. de 2000 ^p	4 ^e trim. de 1999 au 1 ^{er} trim. de 2000
	Milliards de dollars			Variation en %
Ensemble des branches d'activité				
Recettes d'exploitation	460,2	494,9	506,0	2,2
Bénéfices d'exploitation	38,8	47,4	53,3	12,3
Branches non financières				
Recettes d'exploitation	407,8	437,5	445,4	1,8
Bénéfices d'exploitation	27,7	33,8	36,9	9,2
Branches financières				
Recettes d'exploitation	52,4	57,4	60,6	5,6
Bénéfices d'exploitation	11,1	13,6	16,4	20,1

^r Données révisées.

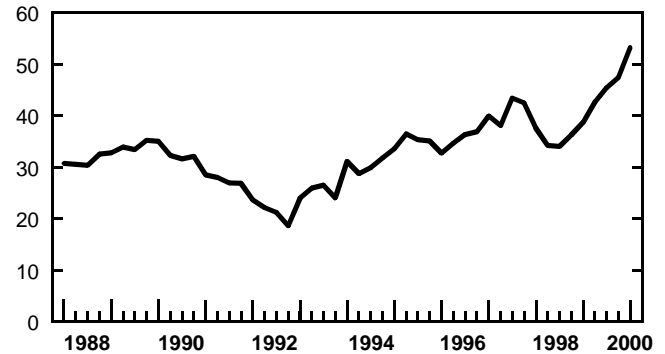
^p Données provisoires.

Note aux lecteurs

Les statistiques financières trimestrielles des entreprises pour 1988 à 1999 ont maintenant été révisées. D'importants changements de méthodologie ont été intégrés à l'enquête au cours de l'année écoulée, notamment la conversion au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 1997). Les statistiques financières trimestrielles portent sur les activités intérieures des sociétés non gouvernementales.

Bénéfices d'exploitation des sociétés

Milliards de dollars, données désaisonnalisées



lesquels se sont chiffrés à 3,4 milliards de dollars. Cette somme était supérieure de 37,8 % à celle du quatrième trimestre de 1999 et quatre fois plus élevée que celle enregistrée au premier trimestre de 1999. De nombreux producteurs de pétrole auraient affiché des bénéfices encore plus élevés, mais les pertes de couverture ont tempéré les résultats du premier trimestre.

Les bénéfices d'exploitation des grossistes ont augmenté de 6,3 % et atteint 3,2 milliards de dollars au premier trimestre. Dans l'ensemble, les bénéfices des grossistes sont en progression depuis six trimestres de suite. Les bénéfices des détaillants ont fléchi de 1,7 %, alors que les recettes d'exploitation sont demeurées à peu près inchangées par rapport au niveau record du quatrième trimestre.

Dans le secteur financier, il y a eu une nette amélioration des bénéfices d'exploitation au premier trimestre, qui ont augmenté de 20,1 %. Les fonds et les autres véhicules financiers (sans les caisses de retraite) ont enregistré des hausses nettement plus considérables sur la vente de titres et d'autres éléments d'actif, ce qui a gonflé leurs bénéfices d'exploitation de 30,8 %. Pour leur part, les sociétés d'assurance ont vu leurs bénéfices augmenter de 37,9 % et passer à 1,2 milliard de dollars. Les entreprises d'intermédiation financière (qui comprennent les banques, les sociétés de fiducie et les coopératives de crédit) ont connu une croissance modérée de 0,7 % de leurs bénéfices d'exploitation, mais ceux-ci sont demeurés 5,8 % au-dessus du niveau du premier trimestre de 1999.

La marge bénéficiaire pour l'ensemble des branches d'activité a fortement augmenté pour un sixième trimestre d'affilée, atteignant 10,5 %. Il s'agit de l'augmentation trimestrielle la plus marquée de cet indicateur de rentabilité depuis le troisième trimestre de 1997.

Le rendement annualisé de l'avoir propre des actionnaires est passé de 9,4 % au quatrième trimestre de 1999 à 9,0 % au premier trimestre de 2000, tout en demeurant bien au-dessus des rendements

(suite à la page 4)

... L'expansion économique fait grimper les bénéfices d'exploitation des entreprises

de 6,2 % enregistrés au premier trimestre de 1999. Malgré l'amélioration des bénéfices d'exploitation, les bénéfices après impôt (la mesure du bénéfice utilisé dans le calcul du rendement de l'avoir propre) ont reculé de 4,5 % par rapport au quatrième trimestre, en raison d'importantes pertes en capital, surtout dans le secteur financier.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662 ou avec Jean-Pierre Simard au (613) 951-0741, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Le taux d'utilisation de la capacité industrielle atteint un nouveau sommet

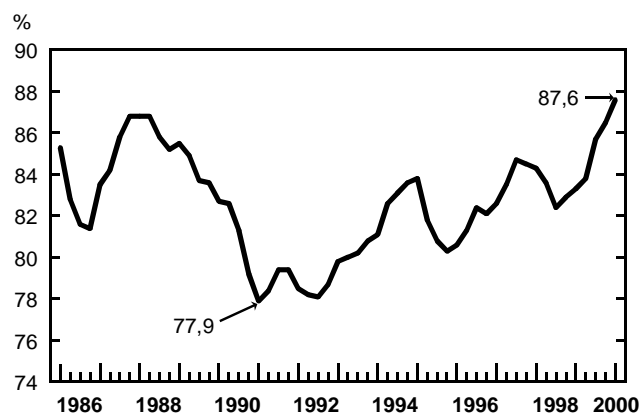
Au premier trimestre de 2000, les usines ont fonctionné à 87,6 % de leur capacité, ce qui surpasse le sommet de 86,8 % atteint au cours de l'expansion économique de 1987-1988. Profitant d'une flambée des exportations et de la robustesse de la demande intérieure, elles ont relevé leur taux d'utilisation pour un sixième trimestre d'affilée, le portant à un niveau qui ne s'était pas vu depuis le milieu des années 1960.

Le taux d'utilisation de la capacité est en progression parce que la capacité de production n'a pas crû assez rapidement pour suivre le rythme de la production industrielle. Cependant, au premier trimestre, plusieurs branches d'activité ont affiché des taux qui indiquent qu'elles approchent de leurs limites actuelles de production. Les branches de l'exploitation forestière et des services forestiers, des mines et des carrières, de la construction et des réseaux d'énergie électrique ainsi que 8 des 22 branches manufacturières ont toutes affiché des taux supérieurs à 90 %. Bien que les taux d'utilisation de la capacité aient atteint des niveaux presque jamais vus, il n'y a toujours pas d'indices clairs d'accumulation de pressions inflationnistes.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle, premier trimestre de 2000

	%	Variation trimestrielle en points de %	Variation annuelle en points de %
Ensemble des branches productrices de biens non agricoles	87,6	1,1	4,3
Exploitation forestière et services forestiers	92,0	-2,2	6,8
Mines (y compris le broyage) et carrières	93,0	3,2	12,0
Pétrole brut et gaz naturel	72,1	0,9	1,6
Fabrication	87,9	0,7	3,8
Bois	93,6	3,1	6,8
Meubles et articles d'ameublement	87,4	0,8	4,7
Première transformation des métaux	93,1	-1,4	-0,1
Machinerie	84,2	5,5	11,1
Matériel de transport	93,2	0,9	3,5
Produits électriques et électroniques	94,6	2,6	14,6
Produits minéraux non métalliques	85,2	1,3	-3,8
Boissons	91,4	1,7	7,0
Produits en caoutchouc	97,7	7,8	1,0
Textiles de première transformation	74,8	-8,4	-7,9
Produits textiles	86,5	3,4	7,2
Papier et produits connexes	94,0	-0,5	4,5
Produits raffinés du pétrole et du charbon	92,5	1,3	-3,9
Produits chimiques	78,2	-1,0	-2,9
Construction	91,8	1,8	4,6
Énergie électrique	90,7	1,8	5,3
Distribution de gaz	74,4	4,2	-0,4

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



C'est le secteur manufacturier qui a contribué le plus à l'accroissement de la production industrielle au premier trimestre et à la hausse du taux d'utilisation de la capacité qui s'en est suivie. Le taux d'utilisation s'est accru dans l'ensemble de 0,7 point de pourcentage, pour se situer à 87,9 %. Il s'agit de la quatrième augmentation trimestrielle consécutive. En tout, 13 des 22 branches manufacturières, représentant près des deux tiers de la production totale des usines, ont augmenté leur taux.

En particulier, les branches manufacturières des produits électriques et électroniques, des boissons et des produits en caoutchouc ont atteint de nouveaux sommets. Accéléralant leur production sous la poussée de la demande d'exportation, les producteurs de matériel de télécommunications ont contribué en grande partie à la hausse du taux de la branche des produits électriques et électroniques, qui s'est fixé à 94,6 %. De leur côté, les producteurs de produits en caoutchouc ont semblé approcher leur pleine capacité, fonctionnant à 97,7 %. Dans la branche des boissons, l'utilisation de la capacité a atteint 91,4 % surtout en raison d'un bond de la production de boissons gazeuses en mars.

Pour la première fois en près de deux ans, la branche manufacturière de la machinerie a fonctionné à plus de 80 % de sa capacité au premier trimestre, sous l'effet d'une vive croissance de la production de machines de construction ainsi que de machines de sciage et de travail du bois en février. La diminution la plus marquée au premier trimestre a touché la branche des textiles de première transformation, où la production a chuté de 10,6 %. Par conséquent, le taux d'utilisation de la capacité est tombé de 8,4 points pour s'établir à 74,8 %.

Dans les branches non manufacturières, les taux d'utilisation de la capacité ont tous progressé, sauf dans celle des services forestiers,

(suite à la page 5)

... Le taux d'utilisation de la capacité industrielle atteint un nouveau sommet

dont la production a chuté au cours des deux premiers mois du trimestre. Malgré ce repli, les services forestiers fonctionnaient toujours à 92,0 % de leur capacité. Dans les mines et les carrières, le taux d'utilisation est passé à 93,0 %. Dans cette branche, la production a augmenté de 3,0 %, essentiellement en raison de l'intensification de l'activité de forage et de construction de plateformes.

Les réseaux d'énergie électrique ont aussi accru leur production à la faveur du temps plus froid de janvier et de février ainsi que d'augmentations des exportations vers les États-Unis en février. Le taux d'utilisation de la capacité s'est fixé à 90,7 %, atteignant un nouveau sommet. De même, dans les réseaux de distribution de gaz, la production s'est accrue au cours des deux premiers mois du trimestre, sous la poussée d'un accroissement de la demande des clients résidentiels et commerciaux, de sorte que l'utilisation de la capacité est passée à 74,4 %.

Note aux lecteurs

Le taux d'utilisation de la capacité d'une branche d'activité est le ratio de son rendement réel et de son rendement éventuel estimé. Statistique Canada calcule les estimations du rendement éventuel d'une branche d'activité à partir des mesures de son stock de capital et mène des enquêtes auprès des entreprises. Pour mesurer son niveau de fonctionnement sous la forme d'un pourcentage de son rendement éventuel, une entreprise tient compte des modifications relativement à la désuétude de ses installations, de ses rapports capital-travail et d'autres caractéristiques de ses techniques de production. Les taux d'utilisation de la capacité ont fait l'objet d'une révision rétrospective remontant au premier trimestre de 1998.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.

Le secteur résidentiel fait fléchir la valeur des permis de construction

Sous l'effet d'un net repli des projets de construction résidentielle, la valeur totale des permis de construction délivrés par les municipalités a régressé de 8,9 % en avril, pour descendre à 2,9 milliards de dollars. Les projets de construction résidentielle ont chuté de 15,2 % pour s'établir à 1,5 milliard de dollars, à cause d'une baisse dans la construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux. Les deux composantes ont contribué à parts égales à ce repli. Dans le secteur non résidentiel, les municipalités ont délivré pour 1,4 milliard de dollars de permis, en baisse de 0,7 %, conséquence d'un recul de la composante commerciale.

Il n'en demeure pas moins que, pour les quatre premiers mois de 2000, la valeur cumulative des permis de construction a atteint 12,5 milliards de dollars, en hausse de 11,6 % par rapport à la période correspondante de 1999. Le secteur résidentiel et le secteur non résidentiel ont tous deux contribué à cette progression.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a connu son troisième recul d'affilée

(- 10,7 %). De son côté, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a chuté de 26,9 % après une forte augmentation en mars. Les hausses récentes des taux hypothécaires à long terme, la majoration des prix de vente des logements neufs et le ralentissement de la revente de maisons existantes ont peut-être tempéré les perspectives du marché du logement. Par contre, le niveau d'emploi à temps plein est élevé, le taux d'inoccupation est faible et la croissance économique se poursuit, autant de facteurs qui devraient contribuer à maintenir le marché global du logement plus élevé que l'an dernier.

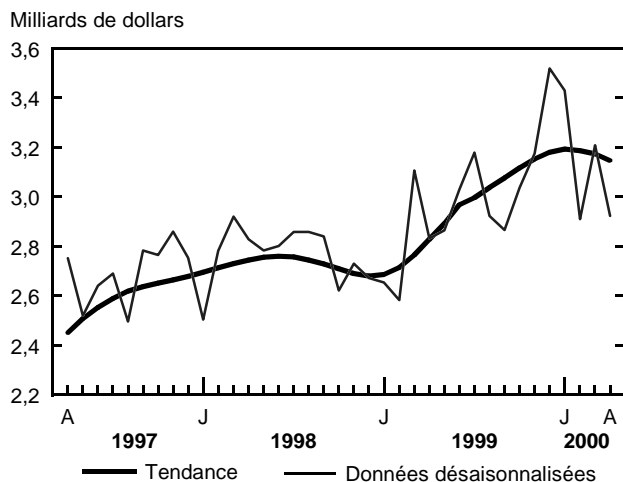
À l'échelon provincial, l'Ontario a accusé une baisse marquée en dollars des projets de construction résidentielle, la valeur des permis ayant totalisé 721 millions de dollars (- 24,7 %). Il s'agit de la plus faible valeur depuis février 1999. Le recul a été concentré dans les centres métropolitains, dont la plupart ont subi une baisse des projets de logements unifamiliaux et multifamiliaux. La Colombie-Britannique, Terre-Neuve et le Québec ont contribué dans une mesure moindre au recul d'ensemble. L'Alberta a affiché la plus forte hausse en dollars à la faveur d'une augmentation des projets de construction de logements unifamiliaux.

Dans le secteur non résidentiel, les projets de construction commerciale ont fléchi de 4,3 % en avril, en raison surtout de baisses dans les catégories des immeubles à bureaux et des entrepôts. Cependant, les projets de construction institutionnelle ont maintenu leur élan (+ 7,4 %) après une très forte hausse en mars. Les contributions les plus marquées provenaient des catégories des services sociaux et des immeubles gouvernementaux. Pour ce qui est de la valeur des permis de construction industrielle, elle est demeurée presque inchangée par rapport à mars.

Parmi les provinces, les replis mensuels les plus importants en dollars ont été observés en Alberta, où toutes les composantes du secteur non résidentiel ont reculé, et en Saskatchewan. À l'opposé, la Nouvelle-Écosse a connu la plus forte hausse, grâce à des progressions survenues dans les trois composantes. Elle était suivie du Québec, qui a profité d'une importante hausse de la valeur des projets de construction industrielle.

*Le numéro d'avril 2000 de **Permis de bâtir** (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689 (courriel : burejoa@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Pierre Després au (613) 951-9691 (courriel : desppie@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Valeur des permis de construction



Transport urbain : les recettes progressent plus fortement que le nombre d'usagers

L'augmentation des recettes des sociétés de transport urbain au Canada a représenté trois fois la croissance du nombre d'usagers de 1995 à 1999, selon une nouvelle étude sur les services de transport urbain. Les recettes annuelles ont augmenté de 4,5 % par année, par rapport à 1,4 % pour ce qui est du nombre de voyageurs transportés.

Les recettes totales d'exploitation des sociétés de transport se sont chiffrées à plus de 1,9 milliard de dollars en 1999, en hausse de 18,7 % par rapport à 1995. Toutefois, pendant cette même période, le nombre de voyageurs n'a augmenté que de 5 % pour s'établir à un peu plus de 1,4 milliard.

De 1970 à 1990, le nombre d'usagers du transport urbain a affiché une croissance constante, atteignant un sommet de 1,5 milliard de voyageurs transportés en 1990. Par la suite, ce nombre a décliné jusqu'au milieu des années 1990, pour ensuite amorcer une nouvelle remontée. D'après l'étude, deux principaux facteurs expliqueraient, à l'échelle nationale, la variation du nombre d'usagers de 1992 à 1998 : les hausses du tarif moyen ainsi que le niveau de service fourni par les sociétés de transport urbain, qui correspond au nombre d'heures pendant lesquelles les véhicules sont utilisés pour la prestation de services.

Dans quelque 80 villes, le tarif moyen a augmenté de 1992 à 1998, passant de 0,93 \$ à 1,14 \$ en dollars courants, mais il n'a pas suivi le rythme de l'inflation. Par ailleurs, les recettes sont passées de 1,2 milliard de dollars à 1,5 milliard de dollars, le nombre d'heures de service a diminué, passant de 24,6 millions à 23,2 millions, et le nombre de voyageurs est resté constant à 1,43 milliard.

Néanmoins, les résultats des variations au chapitre des services et des tarifs des sociétés de transport de huit villes qui transportent environ 75 % de l'ensemble des usagers du transport urbain diffèrent de la moyenne nationale. Dans une ville, par exemple, les baisses de tarifs accompagnées d'une augmentation des services se sont traduites par une hausse de plus de 20 % du nombre d'usagers et des recettes.

Le taux d'utilisation par habitant s'est établi à 92 déplacements par personne en 1992. En 1998, ce chiffre est tombé à 84. Des villes comme Ottawa, Toronto et Montréal affichaient des taux d'utilisation par habitant supérieurs à la moyenne nationale.

*L'étude **Facteurs influant sur le nombre d'usagers des services de transport urbain** (53F0003XIF) peut être téléchargée gratuitement sur le site Web de Statistique Canada, sous les rubriques « Produits et services », puis « Documents de recherche téléchargeables (gratuits) ». Pour obtenir des données, communiquez avec Jean-Robert Laroque au (613) 951-2486 (courriel : laroque@statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Louis Pierre au (613) 951-8775 (courriel : pierlou@statcan.ca), Division des transports.*

Écart des tarifs aériens moyens entre les villes de l'est et de l'ouest du pays

De 1994 à 1998, les tarifs aériens moyens intérieurs ont diminué dans les villes de l'Ouest canadien, alors qu'ils ont augmenté dans les villes de l'Est. Le tarif aérien moyen intérieur a atteint un sommet de 199,70 \$ en 1994. En 1996, une forte baisse des tarifs est survenue dans toutes les villes. L'année suivante, les tarifs ont recommencé à progresser. Cependant, en 1998, les tarifs aériens dans les villes de l'Ouest sont demeurés au-dessous de leurs niveaux records de 1994, alors que, dans l'Est, les tarifs ont excédé les niveaux records antérieurs.

L'écart des tarifs entre les villes de l'est et de l'ouest du Canada s'explique par plusieurs facteurs. En février 1996, WestJet a commencé à exploiter un service régulier dans les provinces de l'Ouest. En juillet de la même année, Greyhound Air introduisait des vols réguliers transcanadiens, ce qui a créé une concurrence accrue. Les deux transporteurs proposaient des tarifs réduits réguliers, qui ont été égalés rapidement par les principaux transporteurs. De plus, les transporteurs nolisés ont continué d'offrir une concurrence croissante aux transporteurs réguliers. En 1997, VistaJet a pénétré le marché de l'Est en tant que transporteur à faible prix, mais le transporteur a cessé ses activités en septembre, suivi peu après de Greyhound Air. En 1998, les tarifs aériens ont commencé à refléter de nouvelles redevances d'usage pour les services de navigation aérienne et certaines redevances d'amélioration aéroportuaire.

La proportion des passagers de la classe affaires était également plus importante dans les villes de l'Est que dans celles de l'Ouest. En 1998, selon l'Enquête sur les voyages des Canadiens, la plupart des voyages aériens dans l'Est étaient des voyages d'affaires, tandis que dans l'Ouest, la plupart des voyages étaient des voyages d'ordre

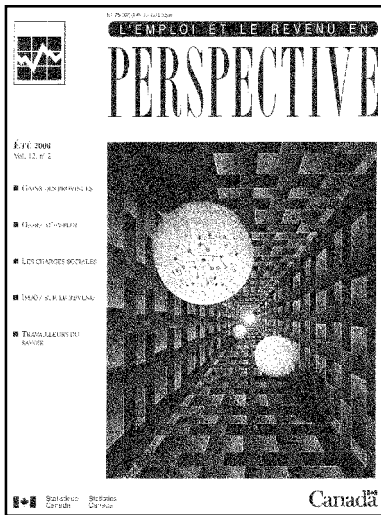
Tarifs aériens moyens intérieurs

	1994	1998	1994 à 1998
	Dollars		Variation en %
Canada	199,70	192,70	- 3,5
Vancouver	216,80	192,60	- 11,2
Edmonton	190,40	173,40	- 8,9
Calgary	199,70	178,10	- 10,8
Regina	194,40	168,50	- 13,3
Saskatoon	183,40	161,60	- 11,9
Winnipeg	219,20	214,10	- 2,3
Toronto	218,70	224,80	2,8
Ottawa	202,40	209,60	3,6
Montréal	187,90	194,70	3,6
Halifax	188,20	196,70	4,5

personnel. Dans le marché formé de l'Ontario et du Québec, 72 % des voyages aériens étaient liés aux affaires. En revanche, dans le marché formé de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, 67 % des voyages aériens étaient effectués à des fins personnelles. Les passagers voyageant à des fins personnelles peuvent être plus influencés par les prix, contrairement aux voyageurs d'affaires qui peuvent se préoccuper davantage de la fréquence des vols, des correspondances internationales et d'autres facteurs. Depuis 1983, City Express, Wardair, National, Intair, Greyhound Air et VistaJet ont, à tour de rôle, disputé sans succès le marché de l'Est en offrant des vols réguliers à bas prix.

Le numéro de mai 2000 d'Aviation, bulletin de service (51-004-XIB, 8 \$ / 82 \$) est maintenant disponible. Une version imprimée est également offerte sur demande. Pour plus de renseignements, communiquez avec Lisa Di Piéto au (613) 951-0146 (courriel : dipilis@statcan.ca) ou avec Bradley Snider au (613) 951-0071 (courriel : snidbra@statcan.ca), Division des transports.

Nouveautés de Statistique Canada



L'emploi et le revenu en perspective Été 2000

Un des articles du numéro d'été de *L'emploi et le revenu en perspective* présente une comparaison des taux d'imposition effectifs sur le revenu entre le Canada et les États-Unis.

Ce numéro traite également des divergences des gains entre les provinces, de l'Indice de l'offre d'emploi comme indicateur prévisionnel des conditions du marché du travail, des charges sociales et de la migration des travailleurs du savoir (adapté d'un article paru dans le numéro du printemps 2000 de la *Revue trimestrielle de l'éducation*).

Le numéro d'été 2000 de *L'emploi et le revenu en perspective* (75-001-XP, 18 \$ / 58 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

Profil socioéconomique des camionneurs indépendants 1997

En 1997, les quelque 50 000 travailleurs autonomes canadiens qui étaient des camionneurs indépendants (chauffeurs contractants) travaillaient de longues heures contre une maigre rémunération, et ils étaient beaucoup plus susceptibles de vivre du stress que les chauffeurs employés par des entreprises de camionnage.

Ces résultats sont documentés dans un nouveau document de recherche intitulé *Le coût de l'indépendance : profil socioéconomique des camionneurs indépendants au Canada*, qui fait partie d'une série de documents de recherche sur les transports publiée dans le cadre de la Semaine nationale des transports.

Le document *Le coût de l'indépendance : profil socioéconomique des camionneurs indépendants au Canada* (53F0002XIF) ainsi que d'autres rapports et études portant sur différents aspects du secteur des transports peuvent être téléchargés gratuitement sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous « Produits et services » puis « Documents de recherche téléchargeables (gratuits) ». On peut aussi les obtenir en communiquant avec Jean-Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : laroque@statcan.ca), Division des transports.

Agences de voyage

Le document de recherche *Gardez-moi dans votre processus d'approvisionnement — Les défis des agences de voyages au Canada* est maintenant disponible. Ce document examine les difficultés actuelles qu'éprouvent les agences de voyages, comme l'augmentation de la compétition par Internet et l'érosion des recettes et de la clientèle. Ce document est diffusé dans le cadre de la Semaine nationale des transports.

Le document de recherche *Gardez-moi dans votre processus d'approvisionnement — Les défis des agences de voyages au Canada* (50F0003XIF) est accessible sans frais sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Produits et services », puis « Documents de recherche téléchargeables (gratuits) ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean-Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : laroque@statcan.ca), Division des transports.

Nouveautés de Statistique Canada

Liens de parenté entre sociétés

2000

La structure du secteur corporatif évolue sans cesse. Les divisions d'actions, les fusions et les prises de contrôle font régulièrement les manchettes et influencent la concentration des actifs ainsi que la proportion de la propriété étrangère. Le répertoire *Liens de parenté entre sociétés* constitue la source de renseignements la plus complète et la mieux documentée au sujet de la propriété des sociétés. Ce document fait état des liens de parenté des plus grandes entreprises canadiennes et offre des données à jour qui tiennent compte des récentes prises de contrôle et autres changements importants.

Le répertoire *Liens de parenté entre sociétés* est unique en son genre en ce qui concerne la propriété des entreprises au Canada et contient des données sur plus de 95 000 entreprises. Les données sont présentées dans un format convivial à renforcements, illustrant ainsi directement la hiérarchie des filiales à l'intérieur de la structure de chaque entreprise. Les entrées de chaque société donnent la nationalité des capitaux majoritaires et le pays de résidence. En outre, le code de la Classification type des industries permet l'étude des données selon le secteur d'activité.

L'édition 2000 du répertoire *Liens de parenté entre sociétés* (61-517-XPB, 350 \$), qui est produit tous les deux ans, est maintenant en vente. Une version Windows du répertoire sur CD-ROM (61-517-XCB, 350 \$/995 \$) est mise à jour et publiée chaque trimestre. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604 ou avec Martin Brière au (613) 951-0519, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

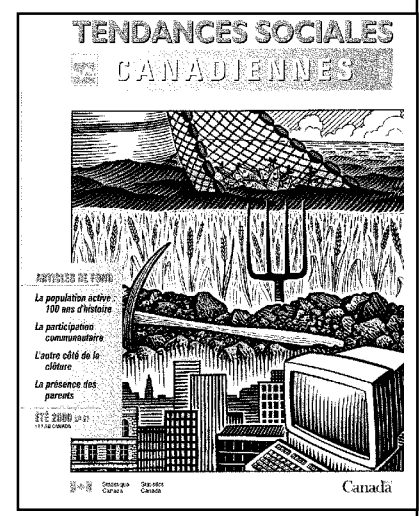
Tendances sociales canadiennes

Été 2000

Le numéro d'été 2000 de *Tendances sociales canadiennes* présente les articles suivants : « La population active : 100 ans d'histoire », « La participation communautaire : l'influence des expériences de jeunesse », « L'autre côté de la clôture » (étude sur les relations de voisinage) et « Être présent : le temps que les couples à deux soutiens passent avec leurs enfants ».

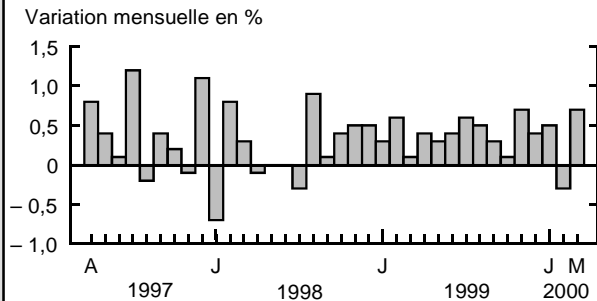
Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente aussi les indicateurs sociaux les plus récents ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

Le numéro d'été 2000 de *Tendances sociales canadiennes* (version imprimée : 11-008-XPB, 11 \$/36 \$; version sur Internet : 11-008-XIF, 8 \$/27 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Susan Crompton au (613) 951-2556 (courriel : cstsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.



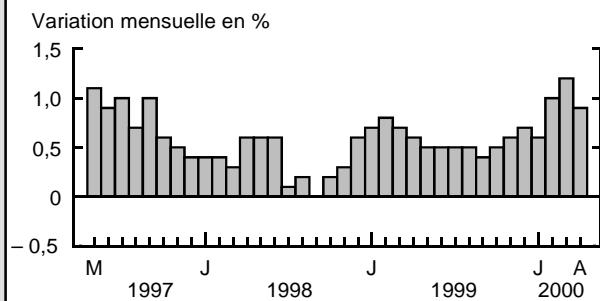
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



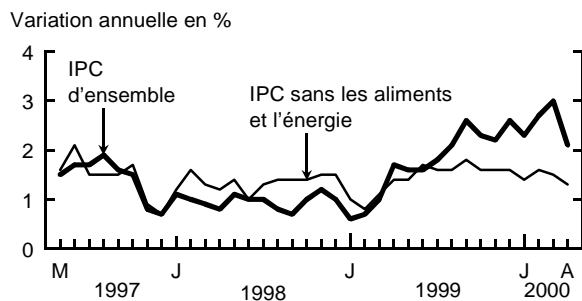
Après avoir régressé en février, l'activité économique a rebondi de 0,7 % en mars. Cette progression marque le retour à la tendance de forte croissance.

Indice composite



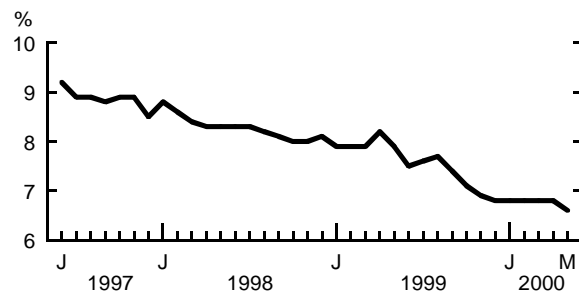
La croissance de l'indicateur avancé est passée de 1,2 % en mars à 0,9 % en avril. La demande des ménages a un peu perdu de sa vigueur et les marchés financiers se sont essouffés.

Indice des prix à la consommation



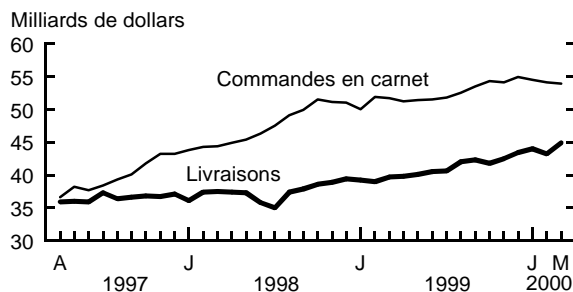
En avril, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,1 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,3 %.

Taux de chômage



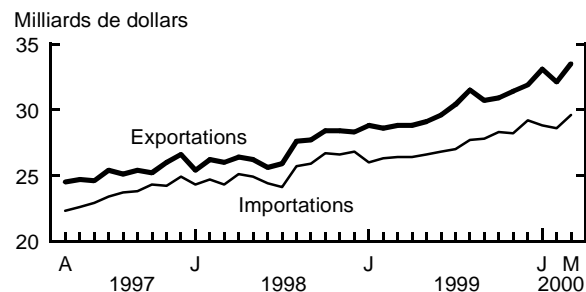
En mai, le taux de chômage a fléchi de 0,2 point pour se situer à 6,6 %, son plus bas niveau atteint depuis mars 1976.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont rebondi de 3,8 % en mars, pour atteindre 44,9 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont fléchi de 0,3 % pour s'établir à 53,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En mars, les exportations de marchandises ont rebondi de 4,5 % par rapport à février, pour s'élever à 33,5 milliards de dollars. Les importations ont grimpé de 3,7 %, pour se situer à 29,6 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mars	774,3	0,7 %	4,7 %
Indice composite (1992 = 100)	avril	161,6	0,9 %	8,2 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 ^{er} trim. de 2000*	53,3	12,3 %	37,5 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 ^{er} trim. de 2000	87,6	1,1 †	4,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mars	22,8	2,1 %	6,7 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	avril	1,50	1,4 %	3,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril*	133,2	- 1,1 %	4,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mars	31,6	2,0 %	8,7 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	mai*	14,91	0,3 %	2,8 %
Taux de chômage (%)	mai*	6,6	- 0,2 †	- 1,3 †
Taux d'activité (%)	mai*	65,8	0,0 †	0,0 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mars	624,11	0,3 %	3,0 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mai	169	1,2 %	7,0 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mars	33,5	4,5 %	16,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mars	29,6	3,7 %	12,5 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mars	3,9	0,4	1,4
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	mars	44,9	3,8 %	13,0 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mars	44,8	4,5 %	13,3 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mars	53,9	- 0,3 %	4,2 %
Ratio des stocks aux livraisons	mars	1,28	- 0,03	- 0,01
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	avril	110,1	- 0,4 %	2,1 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	avril	126,8	0,0 %	5,6 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	avril	134,1	- 6,0 %	19,7 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	avril*	102,7	0,2 %	2,1 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouvelle cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Rédacteur de la version anglaise : Tim Prichard, (613) 951-1197; prictim@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Publications parues du 8 au 14 juin 2000

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Recettes monétaires agricoles	1 ^{er} trim. de 2000	21-001-XIB	15 / 48
COMMERCE INTERNATIONAL			
Importations, commerce de marchandises, vol. 1 et 2	1999		
Microfiche		65-203-XMB	103
Papier		65-203-XPB	258
DONNÉES FISCALES			
Juste valeur marchande / prix d'achat des nouvelles habitations au Canada, données produites à partir des dossiers administratifs de la TPS	1993 à 1998	64-507-XIF	26
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	février 2000	26-006-XPB	19 / 186
Huiles et corps gras	avril 2000	32-006-XIB	5 / 47
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	avril 2000	36-003-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	avril 2000	41-011-XIB	5 / 47
Transport et distribution du gaz naturel	février 2000	55-002-XIB	13 / 125
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	avril 2000	64-001-XIB	19 / 186
ORGANISATION ET FINANCES DE L'INDUSTRIE			
Liens de parenté entre sociétés	2000	61-517-XPB	350
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	mars 2000	62-011-XPB	22 / 217
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Statistique trimestrielle des télécommunications	4 ^e trim. de 1999	56-002-XIB	21 / 40
Télédistribution	1997	56-205-XIB	30
STATISTIQUE DU REVENU			
Le revenu au Canada	1998		
Internet		75-202-XIF	45
Papier		75-202-XPB	45
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	mars 2000	72-002-XPB	32 / 320
Information population active	semaine se terminant le 20 mai 2000	71-001-PPB	11 / 103
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Tendances sociales canadiennes	été 2000		
Internet		11-008-XIF	8 / 27
Papier		11-008-XPB	11 / 36

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des publications sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».